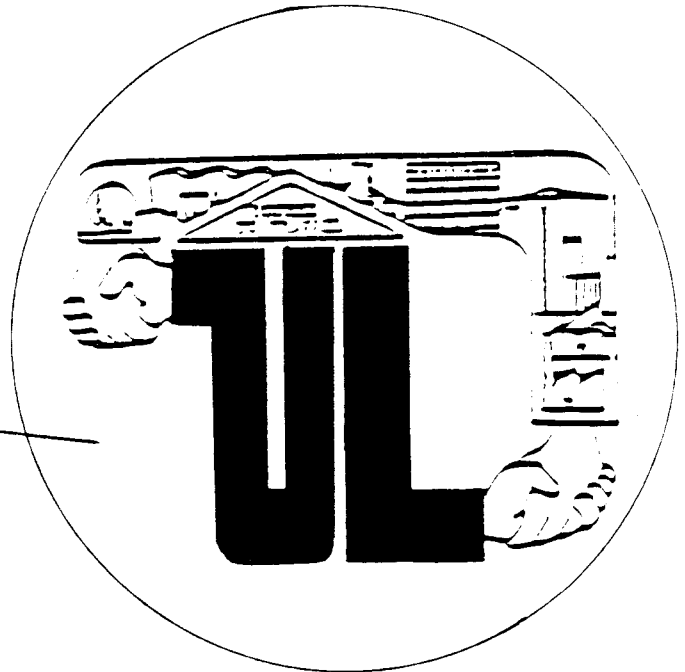


**EN DIRECT**  
**avec les**



## **Sommaire**

**6<sup>e</sup> RENCONTRE NATIONALE DES UNIONS LOCALES  
ET DE 300 ENTREPRISES**

**20 et 21 octobre 1988**

Palais des Sports A.-Delaune,  
9, rue Roger-Semat, 93 Saint-Denis

**THÈME :**

***Une C.G.T. plus forte en adhérents, bases organisées, influence,  
et une plus grande qualité de la vie syndicale,  
avec le concours actif des syndiqués.***

Bulletin d'informations (Secteur confédéral organisation)  
Directeur de la publication : Yannick Fremin

## **Vers une rencontre nationale dynamique au cœur du développement des luttes revendicatives**

La 6<sup>e</sup> Rencontre nationale des unions locales et de 300 entreprises va mettre fortement l'accent sur le caractère opérationnel des U.L., sous l'impulsion de collectifs de directions motivés, disposant de moyens et de l'aide nécessaire des U.D. pour l'accomplissement de leur mission.

Toute la C.G.T. est concernée par cette initiative confédérale qui va se tenir à un moment où luttes et renforcement se conjuguent au présent.

Le thème de cette rencontre donne déjà lieu à de nombreuses discussions, approfondissant notre pratique syndicale au regard des réalités. De nombreuses dispositions sont prises à l'initiative des U.D. pour regarder en détail la réalité des U.L. du département, la couverture de leur terrain, les moyens dont elles disposent pour jouer leur rôle, avec l'ambition d'assurer une présence C.G.T. plus large, plus soutenue, notamment sur les Z.I., dans les quartiers et les zones commerciales.

La note préparatoire contenue dans ce « En Direct » est conçue pour favoriser cette réflexion qui s'engage d'autant mieux qu'un réel travail a déjà été fait dans cette direction.

C'est donc une préparation de haut niveau qui est en cours, prenant en compte les évolutions présentes en vue de se donner l'outil C.G.T. adapté dans les entreprises, sur les localités et zones d'activité.

Nous voudrions attirer l'attention de tous sur trois points :

- ***La remontée rapide des bulletins de participation***

Chaque U.L. doit adresser au Secteur organisation confédéral son bulletin de participation, ainsi que le nom de chaque entreprise retenue par les fédérations et les unions départementales.

Il est désormais urgent de s'acquitter de cette démarche qui n'est pas administrative mais confirme la participation réelle de l'U.L. et du syndicat à la Rencontre nationale et permet de réunir toutes les conditions pour son bon déroulement.

- ***Préparer activement le rendez-vous national exceptionnel de la reconquête***

La préparation de ce rendez-vous doit amener chaque direction d'U.L. à repreciser son plan de visites, de parrainage et de travail afin qu'avec l'aide des U.D. et des professions, les 100 % de F.N.I. soient atteints partout et que les U.L. présentes puissent afficher un bilan positif des adhésions nouvelles ainsi que des entreprises parrainées.

- ***L'exposition/concours d'affiches éditées par les unions locales et les syndicats participants***

Nous demandons à chaque U.L. de nous adresser dès maintenant quelques exemplaires de leurs réalisations.

L'effort entrepris pour faire parler les murs de la localité, la zone industrielle et les panneaux syndicaux dans les entreprises aux couleurs de la C.G.T. et au rythme des luttes revendicatives est conséquent. C'est un élément de la qualité de la présence C.G.T. et de la popularisation et de la valorisation des objectifs revendicatifs et des succès qui demande à être amplifié.

La 6<sup>e</sup> Rencontre nationale sera l'occasion de mettre tout ce travail en évidence.

# **Rencontre nationale des Unions Locales et de 300 entreprises**

20 et 21 octobre 1988

SAINT-DENIS

**UNE C.G.T. PLUS FORTE EN ADHÉRENTS,  
BASES ORGANISÉES,  
INFLUENCE,  
ET UNE PLUS GRANDE QUALITÉ DE LA VIE SYNDICALE,  
AVEC LE CONCOURS ACTIF  
DES SYNDIQUÉS**

## **INTRODUCTION**

La montée des luttes se confirme. La contre-offensive du monde du travail est engagée et fait apparaître des potentialités de développement. Rien de tout cela n'est venu seul et rien n'allait de soi.

Certes, il y a encore de nombreux obstacles, des confusions sur les causes des difficultés, de recul économique et social. Mais la caractéristique majeure, c'est l'existence d'un profond mouvement social en cours de formation, marqué par des luttes de masse et des succès de portée nationale sur les salaires, l'emploi, les libertés.

On le doit au vécu, mais avant tout aux résultats des efforts et initiatives de la C.G.T., à l'existence d'une organisation syndicale qui sert bien les intérêts des travailleurs et le fait avec ténacité. Cela se traduit par une évolution positive de l'influence de la C.G.T. dans les élections professionnelles et le résultat des prud'homales de décembre 87.

L'année 1988 confirme cette progression et montre les premiers signes de son prolongement dans le nombre des adhésions et la création de bases nouvelles.

En effet, pour la première fois depuis des années, il est maintenant tout à fait réaliste d'estimer qu'il est possible d'inverser la tendance antérieure en matière d'adhésions et de créations de bases nouvelles d'ici à la fin de 1988.

C'est un fait capital pour la conduite de nos efforts de renforcement de la C.G.T., dont nous devons nous saisir.

Mobiliser plus largement et plus vite, occuper tous les terrains à partir de l'entreprise et pour y parvenir engager tous les syndiqués et en gagner de nouveaux, tel est l'ensemble des questions qui sont au cœur de cette rencontre nationale.

L'Union Locale répond à cette situation, permettant d'animer, d'assurer une présence C.G.T. sur le terrain. A chaque étape du combat de classe, son rôle a besoin d'être évalué, valorisé.

# La crise et la stratégie du capital

Nous nous affrontons à une politique et une pratique cohérente visant à remodeler la société pour le profit maximum et le maintien de la domination du capital.

La mise en œuvre de moyens nouveaux pour y parvenir constitue une véritable agression contre les salariés et leur famille, une formidable offensive contre leurs acquis et pour mettre en œuvre les réponses capitalistes à la crise.

Les choix ainsi faits nécessitent une connaissance d'autant plus approfondie qu'ils imprègnent la vie quotidienne des gens. Ils sont d'ailleurs présentés et peuvent apparaître comme les seuls possibles.

Les formes anciennes d'exploitation capitaliste ne suffisent plus. Ce qui est en cours avec ce projet, c'est la restructuration la plus poussée du tissu économique, social et humain. C'est un bouleversement en profondeur, à grande échelle dans les conditions de vie et de travail des salariés. Il suscite de leur part des réactions de rejet qui se traduisent par un esprit plus revendicatif et plus combatif chez un nombre grandissant d'entre eux dès lors que s'exprime et agit avec eux la C.G.T.

Cette situation place en premier plan de notre activité syndicale les conditions de vie et de travail de tous les salariés, des chômeurs, des retraités.

La défense du pouvoir d'achat est au centre de notre activité.

La politique d'individualisation des salaires s'est considérablement renforcée ces dernières années et tend à se substituer aux augmentations générales. Avec les prélèvements fiscaux et sociaux, cette politique qui se retrouve dans le privé et le public permet au patronat de peser de façon aggravée sur la masse salariale, d'imposer le recul du pouvoir d'achat du plus grand nombre, après avoir supprimé toutes les formes d'indexation salaires et des prix.

C'est dans ce contexte que se place la proposition offensive de la C.G.T. du S.M.I.C. à 6 000 F pour satisfaire les besoins minimum de la force de travail aujourd'hui, et redresser l'économie. De même, la reconnaissance des qualifications et le droit à un déroulement de carrière garanti collectivement constituent les moyens de prendre en compte les aspirations individuelles, légitimes, à voir son travail pleinement pris en compte.

Le prétendu trop de droits collectifs vise à substituer la notion d'assurance à celle de solidarité concernant la protection sociale.

En fait, gouvernement et patronat entendent utiliser les formes précaires d'emplois afin de faire pression sur tous les aspects sociaux, qu'il s'agisse des salaires, de la protection sociale, ou des garanties collectives et des statuts. Ils souhaitent que toute une génération perde la notion de défense collective de leurs intérêts.

Toutes ces mesures, décisions et orientations sont intégrées dans la perspective de l'espace unique européen, moteur et alibi de toute la restructuration capitaliste en cours. L'Europe est présentée comme une contrainte nationale inévitable et solution miracle. Ce thème est au centre d'une très grande bataille sur le terrain idéologique. Le consensus est pour eux le problème clé.

Avec les organisations syndicales réformistes, dont l'adhésion totale à leur projet est une nécessité permanente, ils développent les thèmes susceptibles d'accentuer les attaques anti-sociales, élaborent des projets, font des propositions et signent des accords destructurants.

Le capital, fort de l'appui de l'ensemble des forces politiques qui prônent l'austérité, fait fort et vite pour imposer sa domination. Il manifeste une agressivité contre toutes les forces qui s'opposent.

Mais cela accroît dans le même temps les sources de confrontations car la satisfaction des besoins individuels et collectifs est heurtée de plein fouet. Or, si l'union des travailleurs se cimente autour de leurs revendications dans l'action, dans un environnement et un rapport des forces plus favorables pour la défense de leurs intérêts, on voit combien est déterminante notre implantation à l'entreprise, nos forces organisées, notre influence, une vie syndicale démocratique en phase avec les aspirations des travailleurs, et l'existence du lien lutte-renforcement.

Le remodelage de la société qui se met en place pour pérenniser le système capitaliste à une traduction concrète au niveau de l'entreprise, de la localité, du département, de la profession et de la branche. Il se manifeste par des modifications profondes au niveau de l'implantation des salariés, de leur répartition géographique, professionnelle et par catégorie.

De cette stratégie du capital apparaissent de nouvelles localisations de salariés, résultant de l'éclatement des grandes entreprises en unités plus réduites, plus mobiles où l'expérience, la pratique syndicale sont à reconstruire ou tout simplement à construire.

Dans de nombreux cas, quand elle existe, l'organisation syndicale se trouve fragilisée par la perte d'adhérents ou la venue de militants qui ont tout à apprendre dans les conditions d'une pression, le plus souvent d'une répression syndicale aux effets non négligeables.

Avec la multiplication des emplois précaires dans les P.M.E., toute une profession, une ville, une zone industrielle, commerciale et par voie de conséquence un département, une région peuvent se « faire tirer par le bas » du point de vue des salaires, garanties collectives et de la pratique syndicale.

La bonne appréhension par les U.L. du tissu économique et social de leur territoire leur permet d'être en capacité d'intervenir à temps, de saisir les préoccupations des salariés de ces entreprises, de les organiser et il s'agit d'une activité de toute première importance, pour l'immédiat et pour l'avenir.

L'union locale, organisation la plus proche des entreprises, par la pratique des visites systématiques des syndicats et bases organisées, joue un rôle déterminant.

## Des transformations considérables du terrain d'activité des Unions Locales

Le C.N.P.F. conduit cette « réorganisation » et intervient de façon systématique et cohérente sur tous les aspects de la vie économique et de l'aménagement du territoire. Le rôle des chambres de commerce et d'industrie a été renforcé. Chambres patronales et chambres des métiers, bureaux d'études patronaux agissent de concert avec l'appui des forces politiques engagées dans la gestion de la crise pour mettre en œuvre et coordonner leur stratégie économique et sociale au plus près des entreprises et des salariés. Les organisations syndicales de collaboration de classe sont totalement engagées dans ce processus.

Depuis longtemps, pouvoir et patronat se sont donnés les moyens de cette politique en décentralisant les instances de décisions et de coordination par la mise en place d'antennes patronales, fers de lance de leurs interventions dans les entreprises, appuyés par les institutions politiques régionales, départementales et locales qui soutiennent cette politique.

Des pressions sont exercées sur les collectivités locales, au nom de l'aide à l'entreprise. Les régions sont utilisées comme moyen pour remodeler le tissu économique, déréglementer et affaiblir le mouvement de lutte de classe.

Tout est conçu au profit de cette restructuration capitaliste dans le cadre de l'intégration européenne.

C'est ainsi que se multiplient des « technopoles », des villes nouvelles et de nombreuses zones industrielles hors du cadre traditionnel, hors de la ville.

Sous couvert de reconversion, d'efficacité économique, d'entreprise à taille humaine, le capital favorise une émergence de P.M.E., P.M.I. qui seraient porteuses d'emplois, mais qui sont en fait nécessaires à sa rentabilité, à son redéploiement.

Ces entreprises implantées souvent sur des fonds publics ont, pour beaucoup, une vie éphémère au gré des créneaux rentables.

Elles forment des zones industrielles qui bouleversent le tissu industriel d'une région, d'un département, d'une localité. L'interdépendance de ces multitudes de P.M.I., à tailles diverses, crée les conditions et rend indispensable une véritable solidarité interprofessionnelle dans l'action et l'organisation des salariés de ces entreprises : la vie syndicale s'en trouve directement concernée.

Les grands chantiers, les villes nouvelles, les cités administratives et commerciales caractérisent l'ampleur de ces transformations.

La mise en place de zones franches, de pôles européens de conversion sont des instruments de transformation du pays et permettent de faire avancer morceau par morceau la déréglementation, la privatisation, la flexibilité.

***Le rôle de l'Union Locale doit être vu, en relation avec le phénomène d'accroissement du nombre d'entreprises de taille moyenne ou petite au détriment des grandes, avec la politique de filialisation, de sous-traitance et des développements du travail précaire.***

Les zones industrielles et commerciales vers lesquelles se sont opérés le transfert de plusieurs millions de salariés dans les P.M.E., et où se trouve une grande partie de la classe ouvrière d'aujourd'hui formée d'employés, d'I.C.T., d'ouvriers, de travailleurs précaires, dont un grand nombre de jeunes et de femmes, demeurent des priorités pour le parrainage et la création de bases nouvelles qui est une des activités essentielles des Unions Locales.

A cette évolution, parfois considérable, dans la localisation des emplois, s'ajoute une évolution tout aussi conséquente dans leur nature. Cela nécessite une activité syndicale adaptée, c'est-à-dire à la fois spécifique à chacune de ces composantes et convergente entre elles pour donner toute son efficacité à notre action.

Le rôle des Unions Locales est donc particulièrement confirmé et doit nous conduire à prolonger et amplifier les efforts pour les doter de directions efficaces et à l'image de leur terrain, avec le concours des syndicats et sections syndicales de toutes les branches professionnelles.

## Des Unions Locales dynamiques et disposant de moyens nécessaires

Tout ce que nous venons d'aborder nous renvoie naturellement à la question de la reconquête des forces de la C.G.T., à sa plus large implantation, au développement de son influence, à la qualité de son activité et de sa vie en rapport avec nos orientations de congrès.

Les Unions Locales sont de formidables outils de renforcement, à condition que leur rayonnement soit à taille humaine et bien en prise sur le terrain où se trouvent les salariés et qu'une direction syndicale active, opérationnelle, soit mise en place.

A partir d'une prise en compte de son tissu économique et social, l'activité d'une Union Locale s'enrichit, son champ d'intervention se précise, les priorités de son travail émergent mieux au bénéfice de tous.

Son rôle consiste en particulier à :

- *Animer un climat de lutte sur l'existence de cahiers de revendications constamment actualisés, fondé sur les objectifs d'ensemble de chacune des fédérations, enrichi des réalités de chacun des établissements, de chacune des catégories de salariés. Sur cette base, contribuer à des initiatives d'action, soutenir celles des U.D., des fédérations, de la C.G.T., et savoir prendre les décisions spécifiques à l'Union Locale.*

*Ainsi se constituera un large et puissant mouvement de lutte.*

- *Animer une activité de renforcement de la C.G.T., là où elle existe, élargir son influence et ses forces en veillant à la préparation, au déroulement et à l'analyse des élections professionnelles, en prenant, en suscitant des dispositions concrètes pour l'adhésion à la C.G.T., la création de bases nouvelles.*

*Dans ce but, avec le carnet d'adhésions, cartes en main, susciter, organiser des initiatives d'entreprises, locales pour des temps forts diversifiés et suivre avec précision et régularité les résultats à l'occasion de bilans, de rendez-vous. Des dispositions analogues sont nécessaires pour le placement et le règlement des cotisations.*

- *Assurer l'expression de la C.G.T. sous les formes les plus diversifiées, par les écrits, les affiches, les réunions et assemblées en direction des syndiqués, des salariés et de la population.*

*La nécessité de diffuser les idées de la C.G.T. par les publications confédérales est de première importance. « La Vie Ouvrière » doit être présente dans toutes les Unions Locales, pour leur propre activité, pour la mise en place de centres de diffusion suivis régulièrement. Des dispositions du même ordre concernent les autres publications de la C.G.T., telles « Antoinette », « Options », « le Peuple », « Vie Nouvelle ».*

- *Organiser la Formation Syndicale de Départ des adhérents sur les éléments essentiels de la vie syndicale, celle des militantes et militants sur les questions générales et spécifiques représentent à la fois une nécessité largement ressentie et un moyen d'accroître la qualité et l'efficacité de notre action.*

POUR RÉALISER DE TELS OBJECTIFS, L'EXISTENCE, L'ACTIVITÉ DE DIRECTIONS D'UNIONS LOCALES, COMPOSÉES DE MILITANTS DES DIVERSES PROFESSIONS, RECHERCHERONT L'EFFICACITÉ, LA RAPIDITÉ DE LEUR INTERVENTION ET ADAPTERONT UN STYLE DE TRAVAIL, UN PROGRAMME DE RÉUNIONS DONNANT A L'UNION LOCALE UNE VIE ACTIVE ET DYNAMIQUE.

LES EFFORTS DE LA C.G.T. POUR SE DÉVELOPPER PARMİ TOUTES LES CATÉGORIES DE SALARIÉS, RENDENT PLUS NÉCESSAIRES ENCORE L'OUTIL U.L. ET SON RENFORCEMENT, POUR ASSURER UNE PRÉSENCE C.G.T. TOUS AZIMUTS SUR LE TERRAIN, ET LA CRÉATION DE NOUVELLES UNIONS LOCALES LÀ OÙ LES CONDITIONS SONT RÉUNIES.

De très nombreuses U.L. sont à dominantes P.M.E., d'autres comptent des entreprises de grande taille.

Les grandes villes (de plus de 100 000 habitants, de plus de 30 000 et les chefs-lieux de départements) sont devenues de véritables groupements d'employés, d'I.C.T. parfois dans les centres villes, mais également dans les périphéries.

L'expérience des élections prud'homales, celle des luttes pour la Sécurité sociale, des initiatives les plus diverses, professionnelles et interprofessionnelles, au cours desquelles s'est effectué un parrainage ciblé et spécifique, sous l'impulsion des Unions Locales, confirme combien les U.D. et les Fédérations qui constituent les piliers fondamentaux de la C.G.T., ont le plus grand intérêt à voir le rôle de l'Union Locale s'affirmer.

Les unes et les autres peuvent ainsi accroître leur capacité et rapidité d'intervention dans les conditions nouvelles de l'action syndicale, compte tenu des transformations réalisées et en cours.

Avec la Rencontre nationale, nous visons à renforcer les efforts complémentaires U.L. / Syndicats / U.D. / Fédérations, pour pousser le plus loin possible ce mouvement et faire vivre avec audace et efficacité notre démarche.

Cela implique de la part des Unions Locales de tisser des liens avec toutes les bases organisées qui sont sur leur territoire, plus étroits, plus riches, d'une plus grande qualité.

Il s'agit d'accroître la participation active de tous les adhérents à tous les aspects de la vie syndicale, tout particulièrement pour l'action revendicative et l'adhésion des salariés qui les entourent à la C.G.T.

\*  
\* \*

# L'Union Locale dans la cité

Lutter pour l'emploi, contre la précarisation, accélérer la montée de la contre-offensive, conduit logiquement à établir et à exprimer des solidarités nouvelles de lutte entre les travailleurs concernés et avec les populations.

La localité est un des terrains privilégiés de ces nouvelles solidarités. Le soutien de la population, par une information et des initiatives appropriées, est une des dimensions indispensables aux luttes d'aujourd'hui.

Le travail de l'U.L. en direction des entreprises demeure essentiel, mais la pression syndicale doit s'exercer dans et hors de l'entreprise.

Les politiques d'austérité en vigueur ont en effet des incidences sur tous les aspects de la vie locale. Le transfert des charges incombant à l'Etat sur les collectivités locales ont des conséquences sur les conditions de logement, la santé, l'enseignement, les transports, la fiscalité, la formation professionnelle, et tout ce qui constitue l'environnement, tels les équipements sociaux, culturels.

La liaison U.L., salariés - population est nécessaire pour que tous ces terrains d'affrontement de classe soient occupés, disputés et que les projets de régression sociale, économique et culturelle soient battus en brèche.

Aussi, les Unions Locales ne sont pas indifférentes aux forces politiques en présence dans leurs localités, à leur attitude, et à celles des municipalités, au rapport des forces qui en résultent pour les salariés, leurs familles, leurs luttes.

Le comportement municipal vis-à-vis des travailleurs et de la C.G.T. n'est pas une question secondaire, pas davantage celui des moyens de leur action, en particulier pour les sièges des Unions Locales et leur fonctionnement.

L'expression, le comportement de la C.G.T. au niveau local, s'inspirent de la démarche d'ensemble de la C.G.T. fondée sur la clarté des positions, l'appréciation argumentée des convergences et des divergences à partir du contenu de classe de notre activité, de nos objectifs.

## Conclusion

Un rapport de force favorable aux salariés se construit. Tout doit être fait pour le conforter et l'élargir.

La Rencontre nationale est une contribution à l'effort de compréhension pour percevoir ce qui bouge et se mettre en état de contribuer à accélérer le développement des luttes pour l'ensemble de nos objectifs revendicatifs : salaires, emplois, libertés, protection sociale...

La perspective concrète de notre activité, c'est bien un mouvement social d'envergure fondé sur une activité revendicative forte, tenace, avec les salariés de toutes catégories.

**POUR TOUT CELA, VRAIMENT, IL EST IMPÉRATIF DE RENFORCER LA C.G.T.!**

**DANS CE BUT, IL S'AGIT DE FAIRE DE CHAQUE UNION LOCALE UN FOYER DE LUTTE, D'ORGANISATION ET DE DIFFUSION DES IDÉES DE LA C.G.T.**